

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993.
Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 113 – juin 2023 – 5,50 €



Français !

Les vainqueurs de demain invitent les vainqueurs de 1914-18 et toute la population à assister à

la MANIFESTATION

qui aura lieu aujourd'hui à 11 h., et par laquelle nous ferons comprendre à l'envahisseur kollarateurs que bre est le dernier que

Dossier thématique

**Les manifestations
du 11 novembre 1943**

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

Des moyens originaux de diffusion de la propagande de la Résistance

Dès le début de l'Occupation, la répression s'abat sur les premiers rédacteurs et diffuseurs de tracts et de feuilles clandestines. Intégrant des règles de la clandestinité pour se prémunir des coups portés par les forces de répression, ils vont sans cesse innover pour gagner en efficacité par des diffusions de plus en plus massives. En plus des modes « classiques » de diffusion clandestine (collage de papillons dans les rues, boîtage de journaux, abandon de tracts dans des lieux publics) les résistants vont faire preuve d'une grande imagination. Souhaitant frapper les esprits, ils vont multiplier les moyens de diffusion originaux et parfois très audacieux.

Le lance-tracts à retardement, un bricolage ingénieux

La distribution de tracts au grand jour étant dangereuse, des dispositifs de largage à retardement depuis les toits d'immeubles, permettant de ne pas exposer les résistants, sont élaborés. Une boîte de conserve percée d'un petit trou est fixée sur un balancier en bois à l'extrémité duquel est maintenu un boulon qui fait office de contrepoids. Ce bricolage ingénieux est complété d'un piège à rat dont le déclencheur est placé à la verticale du boulon. Pour mettre en œuvre ce lance-tracts artisanal, il faut préalablement remplir d'eau la boîte de conserve puis « armer » le piège sur lequel on vient déposer la liasse de tracts. L'eau s'écoule alors lentement de la boîte. Une fois vide, elle devient plus légère que le contrepoids qui vient alors déclencher le piège à rat projetant une pluie de tracts dans les airs. Lorsque les imprimés tombent entre les mains des passants, les responsables chargés de l'opération de propagande sont déjà hors d'atteinte.

Son emploi est attesté lors de la visite officielle de Philippe Pétain à Toulouse le 5 novembre 1940 où des jets de tracts provenant des toits de deux immeubles situés rue Alsace-Lorraine et rue Duranti⁽¹⁾ viennent perturber le passage du cortège. Ce stratagème conçu pour échapper à la répression remplit parfaitement sa fonction. À l'origine de ce coup d'éclat, les sept membres ou sympathisants des Jeunesses communistes (Jean Bertrand, Yves Bettini, Robert Caussat, Marcel Clouet, Angèle Del Rio ainsi que Angèle Delacourtie et son frère André) ne sont pas inquiétés sur le moment. Néanmoins, connus des services de police depuis l'interdiction du parti communiste (décret du 26 septembre 1939) cinq d'entre eux sont arrêtés trois semaines plus tard à la suite d'une enquête pointilleuse.

Des fruits de bardane au service de la propagande

Une note de renseignements de la Police d'État de Vichy datée du 9 octobre 1943 évoque une autre forme de diffusion insolite de la propagande résistante. Dans ce document officiel, on apprend que la veille « à la tombée de la nuit, des inconnus ont collé au dos de certains passants, dans les rues de Vichy, avec des fruits de bardane, un papillon tricolore représentant l'île de Corse⁽²⁾. »

Faisant feu de tout bois, ces résistants n'ont pas hésité à utiliser une des propriétés de la bardane, plante dont les fruits sont dotés de nombreux petits de crochets assurant la dissémination de leurs graines en s'accrochant au pelage des animaux ou bien encore à nos vêtements⁽³⁾. Subrepticement, bravant les plus hautes autorités du régime de Vichy, ils ont pu ainsi célébrer la libération de la Corse qui venait de s'achever le 4 octobre 1943.

Le faux timbre Pétain, une prouesse technique pour diffuser *Défense de la France*

Un autre procédé utilisé est de détourner un moyen de diffusion légal. Gravé par l'atelier des faux papiers du mouvement *Défense de la France* (DF), le faux timbre à l'effigie de Philippe Pétain d'une valeur faciale de 1 franc 50 est imprimé à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, fin janvier 1944, sur l'une des presses clandestines du mouvement installée dans un immeuble parisien situé 88, rue de Lille dans le VII^e arrondissement.

Sa matrice est réalisée par Émile Courmont, photographe acquis à la Résistance, lequel photographie un bloc de quatre timbres authentiques dont il reporte six fois l'image sur un cliché en zinc avant de le graver à l'« eau-forte ». La réunion de quatre de ces clichés en zinc de 24 vignettes permet alors l'impression sur une presse à platine de type Minerve de feuilles

de 96 faux timbres au lieu de 100 sur celles des Postes.

Les conditions matérielles de leur fabrication expliquent également d'autres différences. De par la technique de reproduction employée, la photogravure, l'impression est légèrement empâtée et présente des différences de teintes allant du brun clair au brun noir. De plus, en ces périodes de pénurie, DF ne peut se procurer qu'un papier de médiocre qualité, plus fin mais surtout non gommé contraignant les résistants à coller ces timbres un à un au moyen d'un pinceau⁽⁴⁾. Mais la difficulté majeure réside dans la dentelure. Après des essais infructueux avec une machine à coudre, les faussaires de DF réussissent à se procurer une machine permettant de réaliser une dentelure mais de 11 et demie contre 14 pour l'original.

De février à fin mai 1944, les imperfections de ces contrefaçons postales n'empêchent pas l'expédition, sans frais et dans tout le pays, de 10 à 40 000 exemplaires du journal *Défense de la France* à des personnes jugées influentes⁽⁵⁾ en complément de la diffusion assurée localement par les membres du mouvement. ●

Frantz Malassis

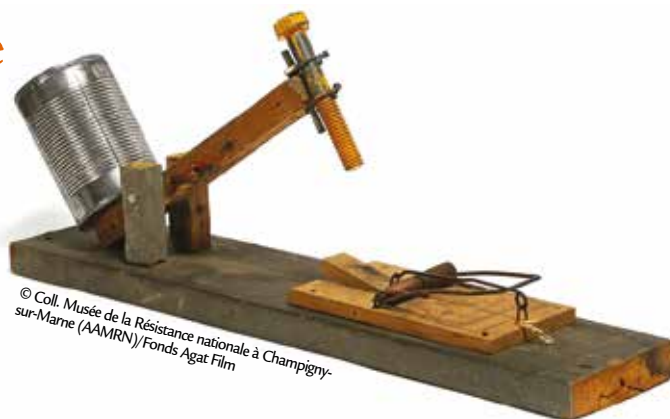
(1) Aujourd'hui rue du lieutenant-colonel Pélissier.

(2) Archives départementales de l'Allier, cote 970W12. Cette information m'a été aimablement communiquée par l'historien Stéphane Weiss en 2019 que je tiens ici à remercier.

(3) La propriété de cette plante sera à l'origine de l'invention du Velcro.

(4) Cf. Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France. 1940-1949*, Paris, Seuil, 1995, p. 121.

(5) Cf. Xavier Aumage et Julie Baffet, *Mémoire d'objets. Histoires de résistants*, Ouest France, 2016, p. 17. Rappelons qu'en janvier 1944, le tirage de *Défense de la France* atteint le chiffre de 450 000 exemplaires, un record pour la presse clandestine.



© Coll. Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne (AAMRN) / Fonds Agat Film

Reconstitution d'un lance-tracts à retardement artisanal utilisé pour le tournage du film *L'armée du crime* de Robert Guédiguian (2009).



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Les manifestations du 11 novembre 1943

- Le 11 novembre 1943 :
un « onze novembre de Combat
et de l'Espérance » **p. I à V**
Par Fabrice Grenard
- Les images du défilé d'Oyonnax
et leur impact **p. VI**
Par Fabrice Grenard
- Les photographies du buste
de Marianne à Bourg-en-Bresse **p. VII**
Par Frantz Malassis
- Les réactions allemandes
aux manifestations
du 11 novembre 1943 **p. VIII**
Par Fabrice Grenard

Histoire d'objets de la Résistance p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance p. 4-5-6 et 8

Les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance p. 7

Les articles publiés dans cette revue ne peuvent être reproduits sans l'autorisation préalable et écrite du directeur de la publication. Les auteurs sollicités par le comité de rédaction sont responsables du contenu de leurs articles.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Ce numéro comporte un encart jeté :
Informations relatives au colloque sur le CNR
à l'Assemblée nationale le 21 septembre 2023.

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret
du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage
du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication : Gilles Pierre Levy,
président de la Fondation de la Résistance.
Directeur délégué de la publication :
Jean-Francis Treffel, directeur général
de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef : Frantz Malassis.
Comité de rédaction : Raphaëlle Bellon,
Fabrice Grenard, Frantz Malassis.
Contributeurs : Maurice Bleicher.
Fichier des abonnés : Marie-Christine Vignon.
Maquette et impression : humancom -
1 rue Claude Matrat - 92130 Issy-les-Moulineaux.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €.
n° 113 : 5,50 €
Commission paritaire
n° 1125A07588
ISSN 1263-5707 (imprimé)
ISSN 2679-1595 (en ligne)
Dépôt légal : juin 2023

Ce premier semestre 2023 a été pour la Fondation de la Résistance un temps de forte mobilisation autour du quatre-vingtième anniversaire de la réunion constitutive du Conseil national de la Résistance (CNR), le 27 mai 1943.

Les nombreuses initiatives prises à cette occasion ont notamment compris des colloques et réunions dans diverses villes, dont Toulouse, Périgueux et Cahors, un dossier pédagogique spécifique, plusieurs dossiers sous forme numérique et une exposition de photographies sur la façade de la Fondation.

Une exposition itinérante autour de cette thématique a été inaugurée fin mai au lycée

Molière à Paris en présence de Thierry Laurent, directeur de cabinet de Madame Patricia Miralles, secrétaire d'État auprès du ministre des Armées, chargée des Anciens combattants et de la Mémoire. Destinée aux établissements scolaires et aux institutions culturelles (musées, médiathèques, centres d'archives...) cette exposition est désormais accessible et commence à circuler dans toute la France. Dans le sillage du dossier thématique consacré à « Jean Moulin unificateur de la Résistance » c'est un support supplémentaire de connaissance sur le CNR.

Grâce à cette exposition, le grand public comprendra combien cette réunion du Conseil national de la Résistance a été un moment crucial dans le processus d'unification de la Résistance française, apportant au général de Gaulle le soutien de toutes les composantes de la Nation résistante. Jean Moulin accomplit là un véritable tour de force en réussissant en quelques semaines à mener à bien la seconde mission que lui avait confiée, à Londres, fin février 1943, le chef de la France combattante.

Et pourtant, durant l'organisation de cette première réunion du Conseil de la Résistance, les oppositions ont été vives et les obstacles nombreux et cela d'autant plus que les règles de la clandestinité en France occupée compliquaient les échanges entre Jean Moulin et les responsables de la Résistance. Il fallut tout le talent de négociateur et l'autorité de Jean Moulin pour que la mise en place de ce nouveau Conseil voit le jour selon les directives du Général. En particulier, la question de l'intégration de partis politiques parfois jugés responsables du désastre de 1940 était loin de susciter l'accord spontané des mouvements de Résistance.

Néanmoins, présidant cette réunion inaugurale en plein Paris occupée, Jean Moulin réussit l'exploit de faire s'asseoir à la même table des responsables de mouvements de Résistance, des représentants de partis politiques et des représentants d'organisations syndicales. Conscients malgré leurs divergences de la nécessité vitale d'être unis, ils vont constituer une première forme de représentation nationale. Ils vont se rallier au général de Gaulle lui apportant ainsi une caution démocratique incontestable aux yeux des Alliés dans le contexte de sa rivalité avec le général Giraud, soutenu par les Américains.

C'est un moment unique de consensus national, source d'inspiration féconde encore aujourd'hui.

C'est la raison pour laquelle, le 21 septembre prochain à l'Assemblée nationale sur le sujet, clôturant ainsi le cycle commémoratif du CNR, la Fondation de la Résistance vous invite à participer nombreux à un colloque international avec d'éminents historiens. ●



Le mot du Président



Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance

Un colloque international sur le Conseil national de la Résistance le jeudi 21 septembre 2023 à l'Assemblée nationale

Un colloque international sur le Conseil national de la Résistance (CNR) aura lieu le jeudi 21 septembre prochain à l'Assemblée nationale. Il sera l'occasion de remettre la création du CNR, sous la présidence de Jean Moulin le 27 mai 1943, et l'adoption de son programme en mars 1944, dans une perspective nationale et internationale. Il permettra de souligner la spécificité du CNR qui a permis d'unir l'ensemble de la Résistance française et de la placer sous une seule autorité, celle du général de Gaulle. Cette situation n'a pas eu d'équivalent en Europe même si des initiatives semblables ont pu être développées, notamment en Italie et en Tchécoslovaquie, sans arriver toutefois à créer le même consensus qu'en France.

Vous trouverez, accompagnant le numéro de cette revue, un bulletin détaillant le programme de ce colloque et vous permettant de manifester votre intérêt à participer à cet événement.

Les activités pédagogiques de la Fondation

Au cours du printemps 2023, l'équipe de la Fondation de la Résistance a participé aux événements accompagnant la fin de la session 2022-2023 du CNRD, tout en continuant à proposer des interventions en établissements scolaires et en s'investissant dans la formation des enseignants.



Photo Frantz Malassis



Photo Adeline Divay

À gauche, le 30 mars 2023, au Conservatoire national des Arts et Métiers à Paris, les lauréats nationaux du CNRD 2019-2021 posent aux côtés de Pap Ndiaye, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, de Patricia Miralles, secrétaire d'État auprès du ministre des Armées, chargée des Anciens combattants et de la mémoire et de Vianney Bollier, trésorier de la Fondation de la Résistance (à droite).

À droite, le 31 mai 2023, au Grand amphithéâtre de la Sorbonne, Jean-Francis Treffel est entouré de lauréats de l'académie de Paris.

Participation au Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD)

La remise des prix aux lauréats et lauréates nationaux du CNRD pour les sessions 2018-2019, 2019-2021 et 2021-2022 s'est tenue au Conservatoire national des Arts et Métiers à Paris le 30 mars 2023, en présence de Pap Ndiaye, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, et de Patricia Miralles, secrétaire d'État auprès du ministre des Armées, chargée des Anciens combattants et de la mémoire. Lors de cette cérémonie le trésorier Vianney Bollier a remis, au nom de la Fondation de la Résistance, les prix aux lauréats et lauréates de la session 2019-2021 qui avaient travaillé sur le thème : « 1940, Entrer en Résistance : comprendre, refuser, résister ». Comme tous les ans, la Fondation a également remis le prix Lucie et Raymond Aubrac à toutes celles et ceux récompensés dans les épreuves individuelles.

Cette cérémonie a été l'occasion pour Pap Ndiaye d'annoncer le thème retenu pour la session 2023-2024 : « Résister à la Déportation en France et en Europe ». La brochure sera cette année coordonnée par la Fondation de la Résistance et la Fondation pour la mémoire de la Déportation. La lettre de cadrage, écrite par Vincent Duclert, inspecteur général de l'Éducation nationale et président du collège des correcteurs, est désormais en ligne sur la page CNRD du site Eduscol.

Pour la session 2022-2023, dont le thème était : « L'École et la Résistance. Des jours sombres aux lendemains de la libération (1940-1945) », la Fondation s'est impliquée dans des jurys départementaux (Yvelines, Seine-Saint-Denis) et académiques (Paris, Versailles Créteil). Le 31 mai, lors de la cérémonie de remise des prix pour l'Académie de Paris, Jean-Francis Treffel, directeur général, a remis le prix de la Fondation de la Résistance aux élèves de terminale du lycée Saint Nicolas, qui avaient réalisé un film sur leur établissement dans la guerre. La Fondation a également offert des lots pour la remise des prix dans les Bouches-du-Rhône, où elle a décerné pour la première fois un prix.



Photo Michèle Soult



Le 13 juin 2023, atelier sur « les femmes dans la Résistance » auprès d'élèves de l'école élémentaire de Saint Cloud (Charente) animé par Fabrice Grenard et Raphaëlle Bellon.

Ateliers et conférences pour les élèves

Le projet « *Women at war* » a été réalisé avec leurs élèves de première par Erwan Gouraud et Lynda Itouchène, professeurs de Langue Littérature et Culture Étrangère (LLCE) anglais au lycée Jean-Jacques Rousseau à Sarcelles (Val d'Oise). Une journée culturelle a été organisée à Paris fin mars. Les élèves ont pu découvrir les collections du musée de l'Ordre de la Libération grâce à une visite axée sur la France libre assurée par Leslie Houam. Puis, au siège de la Fondation de la Résistance, Fabrice Grenard et Raphaëlle Bellon ont donné une conférence sur les femmes dans la Seconde Guerre mondiale en France et au Royaume-Uni, avec un accent particulier mis sur les femmes dans la Résistance. En avril, Raphaëlle Bellon et Phoebe Mullen, étudiante de l'université de Boston en stage à la Fondation, se sont rendues au lycée Jean-Jacques Rousseau pour proposer à ces mêmes élèves un atelier à partir d'archives sur le parcours de Jeanne Bohec. L'exposition de la Fondation « Les femmes dans la Résistance » a été présentée dans l'établissement durant trois semaines. À l'issue de cet atelier, les élèves ont proposé une restitution du travail mené, sous la forme de textes ou d'enregistrements audio en anglais consultable sur le site de leur lycée.

Le 11 mai 2023, Fabrice Grenard est intervenu auprès d'élèves du lycée Eugène Delacroix de Maisons-Alfort (Val-de-Marne) dans le cadre d'une conférence sur le chef de maquis Georges Guingouin. Le 23 mai, il a participé avec Sylvie Zaidman, directrice du Musée de la Libération de Paris-Musée du général Leclerc-Musée Jean Moulin, à une « masterclasse »

autour de Jean Moulin. Le 13 juin, à l'invitation de Michèle Soult, présidente de l'AFMD-DT 16, vice-présidente nationale de l'AFMD et déléguée en Charente de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance, Fabrice Grenard et Raphaëlle Bellon sont intervenus sur le thème des femmes dans la Résistance, auprès d'élèves de CM1-CM2 de l'école de Saint-Cloud.

Formations à destination des enseignants

La Fondation de la Résistance, très impliquée dans la formation des équipes éducatives sur la thématique de la Résistance, a organisé une formation les 9 et 10 mai 2023 à destination des enseignants de l'Académie de Créteil sur le thème de « l'engagement résistant ». Plusieurs conférences à caractère scientifique - destinées à la formation disciplinaire des participants et participantes -, ont été proposées, autour de l'engagement résistant et des maquis (Fabrice Grenard), des réseaux (Guillaume Pollack, ATER à l'université d'Amiens), de la trajectoire du général de Gaulle (Frédéric Fogacci, directeur des études et de la recherche à la Fondation Charles de Gaulle) ou de Germaine Tillion (Raphaëlle Bellon). Raphaëlle Bellon a également proposé une approche pédagogique, avec notamment un exemple de mise en œuvre en classe.

Le 19 avril, à l'invitation du mémorial de la Shoah, Fabrice Grenard et Raphaëlle Bellon ont proposé une conférence sur « les femmes dans la Résistance », destinée aux professeurs dans le cadre d'une journée d'études organisée à l'occasion de l'exposition temporaire consacrée par le mémorial à Julia Pirotte. Le 21 avril, Fabrice Grenard est également intervenu auprès d'enseignants et d'enseignantes dans le cadre de journées de formation organisées au Musée de la Libération de Paris-Musée du général Leclerc-Musée Jean Moulin.

Enfin, l'équipe de la Fondation, continue, avec ses partenaires, de produire des ressources pour les professeurs, (voir article « Le 80^e anniversaire de la réunion constitutive du CNR » page 5).

RB

LES MANIFESTATIONS DU 11 NOVEMBRE 1943

L'année 1943 marque un tournant de la Seconde Guerre mondiale, et notamment pour la France. Le débarquement allié en Afrique du Nord en novembre 1942 est un moment-clé de la guerre, qui laisse entrevoir aux Français la possibilité d'une libération prochaine. Alors que ceux-ci désavouent de plus en plus le régime de Vichy, la Résistance s'en trouve renforcée. C'est aussi pour elle un moment crucial à double titre. Tout d'abord, l'éclosion de nombreux maquis dans les forêts et montagnes, à la suite de la mise en œuvre du Service du Travail Obligatoire le 16 février 1943, lui permet d'étendre ses actions au monde rural, tout en accroissant ses soutiens. Par ailleurs, le processus d'unification entamé depuis quelques mois atteint son apogée avec la création, le 27 mai 1943, du Conseil national de la Résistance⁽¹⁾ : la Résistance se place sous l'autorité du général de Gaulle dont la légitimité se trouve renforcée. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les manifestations qui ont lieu dans toute la France le 11 novembre 1943.

Le 11 novembre 1943 : un « onze novembre de Combat et de l'Espérance » Par Fabrice Grenard

Dès les débuts de l'Occupation, certaines dates symboliques du calendrier comme le 1^{er} mai (fête du travail), le 14 juillet (fête nationale) ou le 11 novembre (commémorations de l'armistice de 1918) ont donné lieu à des manifestations et à des célébrations en dépit des interdictions de manifester prononcées par le régime de Vichy et l'occupant allemand.

Les manifestations patriotiques sous l'Occupation : une forme d'opposition symbolique

Elles marquent une première forme de refus de l'Occupation chez une partie de la population, qui obéit à des motivations patriotiques. Le défilé des étudiants et lycéens parisiens sur les Champs-Élysées à l'occasion du 11 novembre 1940 fut le premier grand rassemblement collectif contre l'occupation allemande⁽²⁾. Il inaugure des pratiques et des rituels appelés à se répéter lors des différentes manifestations patriotiques de la période : rassemblements et défilés près d'espaces civiques chargés d'une valeur symbolique (mairies, monuments aux morts, places de la République), dépôts de gerbes arborant



Source gallica.bnf.fr/Bnf

« On travaillera le 11 novembre », *Le Matin*, 10 novembre 1940.

Dès le début de l'Occupation, la préfecture de police annonce dans la presse parisienne que les cérémonies commémoratives de l'armistice de 1918 sont interdites et que toute démonstration publique est de ce fait exclue.

des symboles patriotiques (rubans tricolores, croix de Lorraine), Marseillaise reprise par la foule.

À mesure que la

Résistance se développe et s'organise, elle appelle la population à se mobiliser toujours plus à l'occasion de ces dates symboliques, afin de montrer son refus de l'Occupation et son désaccord avec la politique de collaboration pratiquée par le régime de Vichy. L'année 1942 marque un tournant important en la matière, alors que le retour au pouvoir de Pierre Laval en avril et l'accentuation de la politique de collaboration dans tous les domaines accroît toujours plus le détachement de la population à l'égard du régime de Vichy. À l'appel de tous les mouvements, signataires d'un mot d'ordre commun relayé par la BBC, le 14 juillet 1942

est marqué par des manifestations patriotiques. Des regroupements de populations et des défilés ont ainsi lieu dans la plupart des villes de la zone Sud. À Marseille, la mobilisation est très importante avec plusieurs dizaines de milliers de personnes. Les manifestations sont également très suivies dans des villes comme Lyon, Grenoble, Saint-Étienne, Toulouse ou encore Clermont-Ferrand.

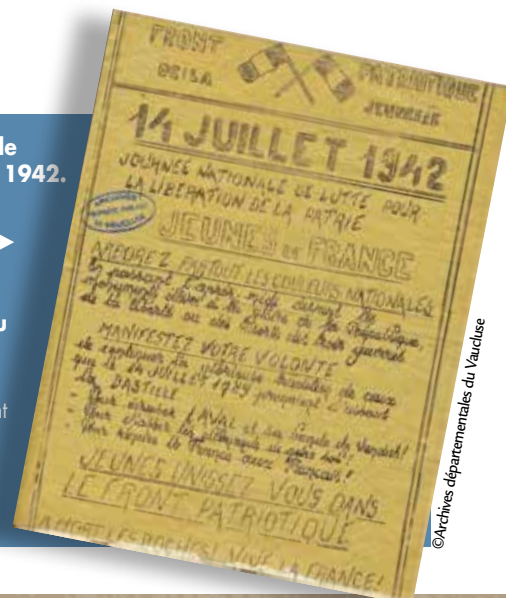
Des manifestations du même genre avaient également été prévues pour le 11 novembre 1942 mais elles restent limitées à quelques rares défilés silencieux : les troupes allemandes franchissent en effet la ligne de démarcation ce même jour. Le 14 juillet 1943 fut en revanche de nouveau l'occasion de manifestations importantes dans tout le pays.



◀ Manifestation sur la Canebière de Marseille à l'occasion du 14 juillet 1942.

Tract ronéoté du Front patriotique ▶ de la jeunesse adressé aux jeunes pour les inviter à participer massivement à la manifestation du 14 juillet 1942.

Les consignes sont le port des « couleurs nationales » et des rassemblements devant les monuments aux morts « des trois guerres » (1870, 1914 et 1940), mais aussi devant ceux « élevés à la gloire de la République ».



© Archives départementales du Vaucluse



Papillon du Parti communiste français appelant à manifester le 14 juillet 1943.

Ces rassemblements patriotiques autour de la fête nationale voulus « jusque dans le plus petit hameau » sont l'occasion de galvaniser l'opinion contre l'occupant et le régime de Vichy dans le contexte de l'application du STO.

Fait nouveau : en zone Sud, elles ne se limitent plus aux principales villes mais gagnent les campagnes, jusque dans les plus petits villages, où l'on sort plus ou moins discrètement des emblèmes tricolores, témoignant de la « ruralisation » de la Résistance et de l'accroissement de son audience suite notamment à la mise en œuvre du STO.

Des maquis ont souhaité participer à cette mobilisation patriotique du 14 juillet 1943. Mais la création des camps était encore trop récente, et les réactions des populations trop incertaines pour que les maquisards puissent agir à découvert. Leurs actions se limitent donc à quelques visites nocturnes dans les communes de leur secteur : dépôts de gerbes au cœur de la nuit près des monuments aux morts ou diffusions de tracts et d'affiches patriotiques que les habitants pourront découvrir à leur réveil, avant que les gendarmes ne les enlèvent. Dans quelques départements, des maquis multiplient les actions de sabotage synchronisées, afin non seulement de révéler aux populations leur existence mais aussi de défier à la fois le régime de Vichy et les forces d'occupation. Les cibles ne sont pas choisies au hasard : il s'agit certes de montrer non seulement la force symbolique de la Résistance, mais aussi sa capacité à passer à l'action. Dans l'Yonne, les hommes du maquis Vauban provoquent dans la nuit du 13 au 14 juillet 1943 un spectaculaire déraillement près d'Ancy-le-Franc, qui entraîne l'arrêt du trafic pendant 64 heures⁽³⁾. En Corrèze, des dizaines de pylônes sont dynamités, un wagon de munitions allemandes est miné en gare d'Egletons et explose à l'approche d'un tunnel près d'Ussel. En Haute-Vienne, Georges Guingouin et ses hommes quittent quelques

jours avant le 14 juillet leur cache de la Croix-Chevaux au cœur de la forêt de Châteauneuf pour se livrer à une expédition au cours de laquelle ils diffusent dans plusieurs communes des tracts appelant à s'opposer au STO. Plusieurs autres actions sont organisées simultanément : destructions d'une locomotive à Peyrat-le-Château, du canal d'amenée de l'hydrocentrale de Bussy-Varache, des câbles souterrains de la ligne téléphonique Limoges-Ussel, de plusieurs pylônes électriques de la ligne de tramway Linards-Châteauneuf⁽⁴⁾.

La Résistance appelle à manifester le 11 novembre 1943

À l'approche du 11 novembre 1943, les organisations résistantes appellent à célébrer avec éclat l'anniversaire de la victoire de 1918, alors que toute manifestation pour commémorer l'armistice est interdite depuis 1940. Si le 14 juillet avait été placé sous les auspices de la République, le 11 novembre doit permettre de célébrer le patriotisme et l'unité nationale qui avaient rendu possible la victoire en 1918⁽⁵⁾.

Cette campagne se développe également dans un contexte nouveau pour la Résistance, celui de l'unification, réalisée au cours de l'année 1943, avec notamment la fusion des principaux mouvements de zone Sud au sein des Mouvements unis de Résistance (MUR), en janvier 1943 et, surtout, la création du Conseil national de la Résistance (CNR) qui a tenu sa première réunion sous la présidence de Jean Moulin à Paris le 27 mai 1943. Cette unité permet de lancer des appels communs à l'ensemble des organisations clandestines. Ainsi, tous les journaux clandestins de la Résistance appellent-ils à célébrer ce que *Libération-Sud* qualifie de « Onze novembre de Combat et de l'Espérance ». Dans la région lyonnaise,

le comité directeur des MUR invite les responsables de la résistance locale à déposer une gerbe devant chaque monument aux morts, avec l'épithète « les vainqueurs de demain à ceux de 1914-1918 ». Ces appels à manifester sont également relayés sur les ondes de la BBC. Le porte-parole de la France libre sur Radio-Londres, Maurice Schumann, demande à la population de métropole de se rendre aux monuments aux morts mais aussi de cesser le travail dans les usines.

De nombreuses villes sont ainsi le théâtre de manifestations destinées à commémorer l'armistice de 1918 sous la forme de défilés et de dépôts de gerbes près des monuments aux morts. Mais alors que les risques de répression se sont accrus, ces manifestations restent toutefois plus limitées que lors des années précédentes, et les défilés se font le plus souvent de façon silencieuse afin d'éviter d'apparaître comme une trop grande provocation, susceptible d'attirer des représailles. Le défilé organisé à Grenoble fait toutefois exception. La population de la ville, la jeunesse en particulier, se mobilise fortement pour célébrer la victoire de 1918. Un cortège d'environ 2 000 personnes se forme et progresse, en chantant *La Marseillaise*, en direction du parc Mistral, où est érigé un monument en hommage aux Diabes Bleus (les chasseurs alpins). Mais l'intervention des forces allemandes interrompt brutalement la manifestation : au terme d'une manœuvre d'encercllement, 600 personnes sont arrêtées. Trois cent soixante-neuf d'entre-elles seront déportées vers les camps de concentration. Seules 120 en reviendront.

Mais au-delà de ces manifestations urbaines, la grande nouveauté de ce 11 novembre 1943 c'est que désormais ces manifestations commémorant l'armistice ne se limitent plus aux grandes villes. Elles s'étendent à l'ensemble du territoire, et donnent lieu à de nombreuses initiatives dans les zones rurales.

Les défilés du maquis dans les villages

Pour la première fois, dans les petites communes rurales, les maquisards participent à ces manifestations, sortant de leurs caches et défilant devant la population. Des événements de ce genre sont constatés dans la plupart des régions rurales où les maquis sont implantés depuis plusieurs mois et où ils font l'objet d'un certain encadrement. Les rapports de gendarmerie et ceux des Renseignements généraux mais aussi les témoignages qui existent à leur sujet montrent un déroulement souvent identique (défilé devant les habitants, rassemblement devant le monument aux morts, *Marseillaise*) et évoquent tous le bon accueil fait par les populations aux hommes du maquis.

Le 11 novembre 1943, à Sainte-Féréole (Corrèze) des maquisards de l'Armée Secrète (AS) après avoir défilé dans la commune en uniforme déposent une gerbe au monument aux morts situé près de l'église du village.



Photographie inconnue/ droits réservés.

Dans l'Yonne, le futur responsable départemental des FTP, Robert Loffroy, a évoqué dans ses souvenirs la manifestation organisée à Guerchy, petit village situé au nord d'Auxerre. À la tête d'un commando de quelques hommes, il traverse la commune icaunaise et dépose devant le monument aux morts une énorme couronne barrée d'un ruban tricolore et portant l'inscription « Aux morts des deux guerres, aux patriotes assassinés par les nazis. Le Front national ». L'épithète est donc différente de celle évoquée sur les ondes de la BBC, avec ici une dimension spécifique à travers l'hommage aux « patriotes assassinés par les nazis ». Il montre la volonté du Front national, d'obédience communiste, de souligner les lourds sacrifices consentis par ses membres. Devant le monument aux morts, 80 personnes se rassemblent autour des FTP, qui ont placé aux différents accès des hommes armés de revolvers, prêts à toute éventualité. Quelques minutes de flottement et d'indécision paraissent « interminables » à Loffroy, qui ne sait pas trop comment les habitants vont réagir. Une jeune fille se met alors à entonner *La Marseillaise*, qui est reprise par toute l'assistance, permettant aux maquisards et habitants de la commune de partager un moment de communion patriotique⁽⁶⁾.

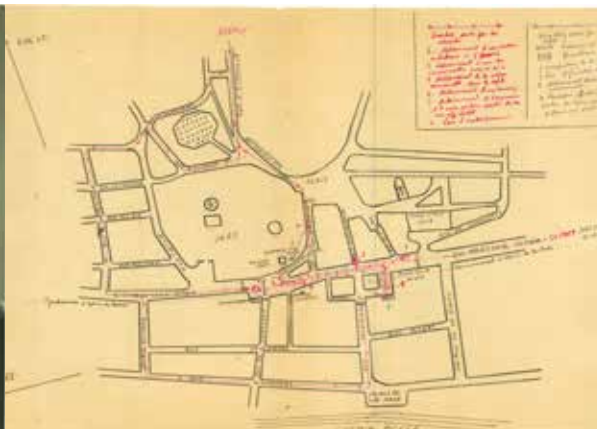
À Sainte-Féréole en Corrèze, un détachement de l'Armée Secrète (AS) organise le même genre de défilé. Après avoir parcouru la rue principale, les maquisards en uniforme se mettent en ligne face au monument aux morts et déposent une gerbe. Au son de la musique du clairon, une partie de la population se réunit devant l'église voisine et assiste à la cérémonie⁽⁷⁾.

En Haute-Savoie, une trentaine de maquisards membres du maquis qui s'est développé dans le massif du Faucigny, armés de fusils, mousquetons et pistolets-mitrailleurs, traversent vers 11 heures la commune de Saint-Jeoire par colonnes, constituées de rangs de trois pour se rendre au monument aux morts. Ils déposent une gerbe de fleurs et hissent un drapeau tricolore, orné d'une croix de Lorraine, sur le mât de la Légion des Anciens Combattants. Présentant les armes, ils observent ensuite une minute de silence et entonnent *la Marseillaise* avant de quitter la commune en prenant la route nationale en direction de Taninges. Ces mêmes maquisards reviennent une seconde fois à Saint-Jeoire vers 17 heures pour défilé dans la principale artère de la ville en chantant *La Marseillaise*⁽⁸⁾.

Ces défilés, au cours desquels les maquisards marchent drapeau en tête sous les applaudissements de la population semblent avoir été très nombreux. On en trouve trace en Dordogne, dans le Lot (à Marcihac-sur-Célé), en Isère (à Voreppe). Si le cérémonial est souvent le même, quelques différences montrent toutefois des décalages entre des manifestations qui se revendiquent clairement du gaullisme à travers la mise en avant de certains symboles (croix de Lorraine) et d'autres qui relèvent davantage d'une organisation communiste



▲ Portrait d'Henri Romans-Petit, chef des maquis de l'Ain.



▲ Plan préparatoire au défilé des maquisards de l'Ain dans la ville d'Oyonnax.

Cette opération, soigneusement mise au point par Henri Romans-Petit et ses lieutenants, nécessite d'importants moyens logistiques. Les camions, dont les itinéraires sont tracés en rouge, assurent le transport des hommes. Le parcours du défilé a été méthodiquement reconnu. Ce plan indique, en noir, les lieux de formation du défilé, l'itinéraire suivi jusqu'au monument aux morts situé à l'époque au parc René-Nicod et le chemin emprunté par la délégation qui déposera la gerbe.

◀ Tract appelant à manifester le 11 novembre 1943.

Ce tract diffusé à Oyonnax les 9 et 10 novembre 1943 invite la population à célébrer le 11 novembre 1943 malgré l'interdiction du gouvernement. Il est diffusé dans d'autres villes de l'Ain comme Bourg-en-Bresse ou Meximieux en vue de tromper l'occupant allemand.

Il reprend au niveau local l'appel lancé par les Mouvements Unis de Résistance (MUR) pour la zone Sud.

comme le Front national avec son discours propre (consistant à souligner le sacrifice des patriotes, conformément à une ligne qui verra le PC se présenter comme le « parti des fusillés »). Mais les sources manquent pour dresser une liste exhaustive de ces différents défilés qui ont pu se dérouler dans toute la zone Sud.

Un événement emblématique de grande ampleur : Le défilé d'Oyonnax

De toutes ces manifestations, la plus connue reste celle des maquis de l'Ain à Oyonnax, à la fois parce qu'elle fut la plus importante en termes de participation (ce ne sont pas quelques dizaines de maquisards qui défilent mais près de deux cents), la plus risquée (Oyonnax n'est pas un simple village mais une petite ville, avec la présence de policiers et de gendarmes), et la plus médiatisée (grâce aux prises de vues du défilé qui ont pu être réalisées et ont été très largement diffusées). C'est pour cette manifestation du 11 novembre 1943 qu'Oyonnax sera l'une des rares villes françaises à recevoir la médaille de la Résistance française.

Sollicité début novembre par ses lieutenants qui souhaitent faire quelque chose de symbolique pour commémorer l'armistice, Romans-Petit décide d'organiser un défilé en armes dans l'une des villes du département⁽⁹⁾. Tout en laissant se développer des rumeurs le plaçant à Nantua pour brouiller les pistes et déjouer la répression, son choix se porte sur Oyonnax, petite cité ouvrière de douze mille habitants qui présente plusieurs atouts : la Résistance y dispose de complicités (y compris au sein de la police) tandis qu'aucune troupe allemande n'y est cantonnée. La ville possède également six issues, autant d'échappatoires possibles en cas de coup dur. Le défilé n'a pas qu'une signification symbolique et patriotique. Il a aussi pour objectif de montrer à la population une certaine image des maquisards : celle de soldats en uniformes, militairement organisés et encadrés par de vrais officiers. Il s'agit ainsi de contrer la propagande du régime de Vichy qui ne cesse de présenter les maquisards comme des « bandits » et des « criminels », dans le but de susciter la peur au sein des populations rurales, et éviter ainsi qu'elles ne soutiennent la cause des maquis et leur apportent leur aide.



Armé d'un pistolet mitrailleur Sten, Roger Tanton, ancien de Narvik en 1940, ouvre le défilé en protection. Il précède Henri Romans-Petit (à droite) et Henri Jaboulay (à gauche) lesquels sont suivis des lieutenants Charles Mohler et Lucien Bonnet.



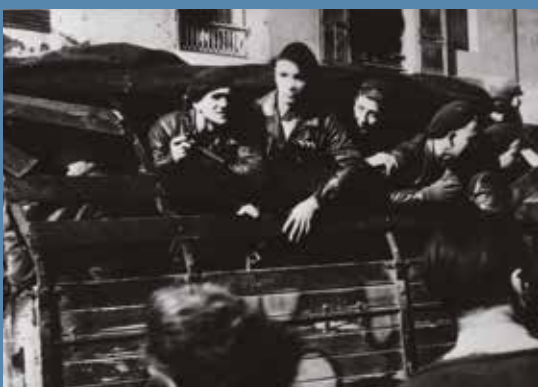
Au premier plan, on distingue trois maquisards de la musique leur clairon en main. Derrière eux, on voit Julien Roche portant la gerbe de violettes en forme de croix de Lorraine.



Après avoir déposé une gerbe en forme de croix de Lorraine, les quatre officiels – Henri Romans-Petit, Henri Jaboulay, Charles Molher et Lucien Bonnet – se recueillent devant le monument aux morts lors de la minute de silence.



Face au monument aux morts, le « Vieux François », la garde du drapeau marque une minute de silence.



Les maquisards, salués par la foule, quittent la rue du maréchal Pétain à bord d'un camion.

Henri Romans-Petit, accompagné de deux de ses lieutenants originaires de la ville, se rend le 9 novembre à Oyonnax où se tient, au 10 rue de la Paix, une réunion secrète pour mettre au point tous les détails du plan. Les maquisards du secteur sud du département, inconnus à Oyonnax, seront amenés en camions et défilent à visage découvert dans la ville, jusqu'au monument aux morts. Les maquisards du secteur nord (ceux des camps de Cize, Granges et Chougeat) ainsi que les militants locaux de l'AS, seront mobilisés pour boucler la ville, empêcher les communications avec l'extérieur en neutralisant le standard téléphonique, surveiller les personnes suspectes (miliciens, collaborateurs) et occuper le commissariat de police, les deux casernes de gendarmerie et la mairie afin d'empêcher les forces de l'ordre et les autorités d'agir et d'alerter les Allemands.

L'opération bénéficie d'une préparation minutieuse, qui n'est pas sans poser des difficultés. Les maquisards n'obtiennent qu'avec beaucoup de peine l'essence et les camions indispensables pour le transport. Deux cents litres d'essence ont été dérobés sur un camion du Ravitaillement général, à Saint-Rambert. Six camions de l'armée d'armistice, portant toujours leur immatriculation militaire et leur bâche kaki, entreposés sur cales au dépôt de la Régie des Transports de l'Ain, ont été subtilisés quelques jours auparavant. Les hommes sélectionnés pour le défilé (ils seront 120 à marcher au pas dans les rues d'Oyonnax) appartiennent aux camps de Morez et de Corlier (qui compte notamment sept Espagnols). Apprendre les rudiments de l'art de défilé à une compagnie de cent vingt hommes dont une majorité n'a pas fait le service militaire s'avère compliqué. Cette mission fut confiée au lieutenant Henri Girousse, officier saint-cyrien, le plus expérimenté du maquis. Il faut aussi trouver la couronne de fleurs, les drapeaux tricolores, les gants blancs pour ceux qui les porteront et les instruments de musique (tambours, clairons). Les sympathisants de la Résistance sont mobilisés. Un curé et un secrétaire de mairie à Hotonnes fournissent le drapeau et son matériel. Une jeune femme qui s'était mariée huit jours plus tôt donne ses gants pour les porteurs.

À l'aube du 11 novembre, le rassemblement des hommes et des véhicules s'opère à Hotonnes, au cœur du massif du Bugey. Pour assurer la sécurité de l'opération et ménager l'effet de surprise, les maquisards n'ont pas été informés de la destination choisie. Le convoi de sept camions, soigneusement bâchés, avance difficilement dans la montagne car les conducteurs ne sont pas habitués à rouler en file indienne, d'autant que tous les véhicules ne possèdent pas le même tonnage et la même puissance. Ce n'est qu'à la dernière étape, après être sortis de la forêt d'Échallon, que les maquisards sont informés qu'ils défilent au grand jour devant la population d'Oyonnax.

« Les vainqueurs de demain à ceux de 1914-1918 »

Lorsque le convoi arrive dans la cité, les maquisards se rassemblent place de la Poste, et forment, dans la pure tradition des défilés militaires, une colonne composée de rangs de trois hommes. Romans-Petit, en tenue de capitaine et portant ses décorations militaires, lance à voix haute « *Maquis de l'Ain, à mon commandement...* ». Il prend la tête du défilé, avec à ses côtés le capitaine Henri Jaboulay (Belleruche, chef régional des maquis pour la RI) et les lieutenants Charles Mohler (Duvernois) et Lucien Bonnet (Dunoir). Suivent le portedrapeau Raymond Mulard, choisi pour avoir reçu la croix de Guerre durant la campagne de 1940, entouré de sa garde (cinq hommes), puis la musique, avec tambours et clairons qui rythment le défilé. Trois sections de quarante hommes défilent ensuite avec à leur tête les lieutenants Jean-Pierre de Lassus, en tenue de lieutenant d'infanterie, Pierre Marcault (Marcot) qui vient d'être nommé officier

par Romans-Petit et porte un uniforme prêté par de Lassus, Henri Girousse (*Chabot*), qui a revêtu sa tenue de lieutenant du 4^e régiment des tirailleurs marocains.

Les maquisards portent le blouson de cuir, la culotte verte, la ceinture et le béret récupérés lors d'une opération organisée quelques semaines plus tôt contre le camp des Chantiers de jeunesse d'Artemare. On pourrait presque les prendre pour des jeunes des Chantiers si à leurs poings ne brillaient des armes, et si leurs brassards n'étaient écussonnés de la croix de Lorraine. La plupart des maquisards défilent à visage découvert mais deux d'entre-eux, originaires d'Oyonnax, portent une cagoule pour dissimuler leur identité aux habitants de la commune. Les armes étant en nombre insuffisant, seuls les maquisards des colonnes extérieures en sont équipés, ainsi que ceux qui entourent le porte-drapeau et assurent la protection rapprochée du défilé.

Les habitants d'Oyonnax sont dans un premier temps surpris et étonnés, ne sachant pas très bien à qui ils ont affaire. La nuit précédente, des tracts avaient été diffusés dans les rues pour annoncer un événement le 11 novembre à 11 heures, sans autre précision. Après un moment de flottement, la foule qui se rassemble pour assister au défilé comprend qu'il s'agit des « *petits gars du maquis* », d'autant que certains maquisards comme le lieutenant de Lassus haranguent les personnes présentes. Les applaudissements éclatent, discrets dans un premier temps, avant de monter en puissance et de se propager à l'ensemble de l'assemblée présente le long des trottoirs.

Après le défilé en ordre serré dans les artères de la ville, le long de la rue du maréchal Pétain (grande rue actuelle) puis de la rue Brunet, les maquisards se rassemblent devant le monument du « *Vieux François* ». Le lieu est doublement symbolique puisque cette statue représente un soldat de la guerre franco-prussienne de 1870-1871 et sert de monument aux morts pour la guerre de 1914-1918. Romans-Petit dépose une grande gerbe en forme de croix de Lorraine portant l'inscription « *les vainqueurs de demain à ceux de 1914-1918* », inscrivant ainsi clairement la cérémonie dans le cadre des appels qui ont pu être lancés depuis Londres ou par les états-majors de la Résistance intérieure et lui donnant une connotation gaulliste très nette. La sonnerie aux morts est d'abord interprétée, suivie d'une minute de recueillement avant que ne soient entonnées, pour clore le moment, *La Marseillaise* et *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine*, reprises en chœur par la foule dans une véritable communion patriotique. De nombreuses personnes tendent des billets de cinq et dix francs ou des paquets de cigarettes aux maquisards. Les camions qui se sont rapprochés de la scène principale permettent une levée rapide de l'ensemble du dispositif.

La manifestation a été un véritable succès. Les hommes de Romans-Petit ont réussi à s'assurer pendant environ une heure le contrôle d'une ville dans la France occupée, faisant ainsi une démonstration de force. Le défilé de maquisards en uniforme a par ailleurs permis de montrer



Photos Frantz Malassis

Monument du « *Vieux François* » d'Oyonnax.

Ce monument aux morts situé à l'époque au parc René Nicod a été déplacé au nouveau cimetière d'Oyonnax. Une stèle rappelle que : « *C'est au pied de ce monument que pour la première fois en France le 11 novembre 1943 les troupes régulières du maquis ont été présentées à la population civile sous les ordres du colonel Romans* ».



qu'ils appartenait à une organisation disciplinée : « *Nous étions donc des soldats. Beaucoup le savaient, mais tous venaient d'en acquérir la certitude* » conclut le récit rédigé par Romans-Petit à la fin de la guerre⁽¹⁰⁾. Le symbole est également puissant : « *Trois ans après la honte de 1940, un drapeau français, des soldats de chez nous, osaient se montrer à découvert, malgré les troupes d'occupation* » témoigne, de son côté, le lieutenant de Lassus, qui était à la tête de la première section dans le défilé.

Rendant compte de l'événement dans leur rapport pour le mois de novembre 1943, les RG de l'Ain mentionnent « *la forte impression qu'a produit sur la population de cette ville le défilé des jeunes du maquis à Oyonnax. Parmi la foule qui assistait à cette manifestation, nombreux sont ceux qui ont fait part de leur admiration pour la correction, la discipline et la tenue que laisse supposer l'excellente présentation militaire de ces éléments réfractaires*⁽¹¹⁾ ». Un second rapport du 27 novembre 1943 transmis au directeur des RG à Vichy est encore plus explicite : « *à l'égard des jeunes du maquis dont les exploits deviennent de plus en plus hardis, la population adopte une attitude qui, sous les aspects d'une neutralité complète, laisse entrevoir un encouragement à cette rébellion [...] dans plusieurs localités de la région, sises à proximité des lieux de refuge des jeunes du maquis, les habitants semblent admettre ces groupements comme des organisations quasi-officielles représentant la nouvelle armée française*⁽¹²⁾ ». La manifestation d'Oyonnax accroît la légitimité du maquis aux yeux des populations. Elle témoigne aussi de l'audience croissante de la Résistance française auprès de la société, en même temps qu'elle l'amplifie localement. ■

(1) Le Conseil national de la Résistance, sorte de parlement clandestin de la Résistance intérieure, se réunit pour la première fois sous la présidence de Jean Moulin le 27 mai 1943 au 48 rue du Four à Paris. Sa création permet d'unir la Résistance en France et de la placer sous la seule autorité du général de Gaulle. Y sont représentés huit mouvements de Résistance des deux zones ainsi que six partis politiques et deux syndicats.

(2) Voir *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 103 (décembre 2020) consacrée à la manifestation du 11 novembre 1940.

(3) Robert Loffroy, *Mémoires d'un Résistant et militant communiste de l'Yonne*, Auxerre, éd. ARORY, 2014, p. 136.

(4) Fabrice Grenard, *Une légende du maquis*, Georges Guingouin, Paris, éd. Vendémiaire, 2014, p. 158-159.

(5) François Marcot, « 11 novembre 1943 : manifestations dans toute la France » in *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, 2006, p. 629.

(6) Robert Loffroy, *op. cit.*, p. 152.

(7) Gilbert Beaubatie, « À la recherche du maquis corrézien », in *Actes des colloques Vivre au maquis & l'épuration dans la région R5*, (Berry, Limousin, Périgord) 1943-1945, Châteauroux, CREDI éditions, 2017, p. 66.

(8) Archives départementales de Haute-Savoie, 14 wd18. Rapport des RG de Haute-Savoie au sujet d'une manifestation le 11 novembre 1943 à Saint-Jeoire.

(9) Henri Romans-Petit, *Les obstinés*, Lille, éd. Janicot, 1945.

(10) *Ibidem*

(11) Cité in Patrick Veyret, *Histoire secrète des maquis de l'Ain, Châtillon-sur-Chalaronne*, La Taillanderie, 2010, p. 60.

(12) *Ibidem*, p. 61

Les images du défilé d'Oyonnax et leur impact

Par Fabrice Grenard

Si le défilé organisé à Oyonnax le 11 novembre 1943 est si connu, c'est parce qu'un photographe, André Jacquelin a pris de nombreux clichés de l'événement tandis que Raymond Jaboulay, le fils du chef régional des MUR, en a réalisé pour sa part un film.

Ils n'étaient pas là par hasard : leur présence témoigne de la volonté d'Henri Romans-Petit, le chef du maquis, qui était publiciste avant la guerre, de faire connaître l'opération et de lui donner un certain retentissement afin de frapper l'opinion en France mais aussi des Alliés. Il s'agit de démontrer que ceux-ci sont les membres d'une armée nouvelle, disciplinée et encadrée, prête à passer à l'action pour libérer le territoire de l'occupation allemande. Le film réalisé ne dure que deux minutes, les pellicules étant rares à l'époque. Il montre les maquisards montant dans les camions puis le départ du convoi en direction d'Oyonnax, le défilé dans les rues de la ville en présence de la population, le dépôt de gerbe au monument aux morts.

L'évocation du défilé dans la presse clandestine et sur les ondes de la BBC

La diffusion des images du défilé du 11 novembre 1943 n'est toutefois pas immédiate. Elle commence à partir de la fin 1943, soit un mois après l'événement. En décembre 1943, le n° 8 du journal clandestin *Bir-Hakeim* publie les photos d'André Jacquelin avec un récit du défilé sous le titre « À Oyonnax, le 11 novembre, les gars du maquis ont rendu hommage à leurs aînés ». Dans la foulée, *Libération* et *Franco-Tireur* se font également l'écho de l'événement. Un faux *Nouvelliste*, diffusé par la résistance lyonnaise le 31 décembre 1943, publie un article intitulé « Oyonnax a fêté avec enthousiasme l'anniversaire de la Victoire ». Tiré à 30 000 exemplaires, cette édition de la Résistance a été mise en place dans les kiosques par les groupes francs des Mouvements Unis de Résistance (MUR) en remplacement de l'édition officielle du *Nouvelliste de Lyon*, l'un des principaux titres de la presse régionale contrôlée par le régime de Vichy. Tout Lyon et sa banlieue sont ainsi informés de ce coup d'audace qui permet de montrer à la population la bonne organisation et la discipline du maquis de l'Ain.

Le 9 février 1944, l'émission « Les Français parlent aux Français » rend compte du défilé sur les ondes de la BBC : « pendant une heure, en plein midi, les patriotes du maquis, en plein accord d'action avec toutes les forces de la Résistance, se sont rendus maîtres, entièrement maîtres, d'une ville de douze mille habitants. Telle est l'information incroyable qui nous vient de France. Vous voulez des précisions, les voici. Date : le 11 novembre 1943. Lieu : la ville d'Oyonnax, dans le département de l'Ain⁽¹⁾ ». Cette évocation du défilé du 11 novembre 1943 sur les ondes de la BBC permet de faire connaître très largement l'événement tout

en participant de la campagne développée depuis plusieurs mois sur les ondes de la radio anglaise pour présenter les maquis sous un jour favorable et contrer ainsi la propagande vichyste visant à assimiler les maquisards à des « terroristes » et « criminels ».

Si elle fut une réussite en termes de communication et sur le plan médiatique, l'opération organisée par Romans-Petit ouvrait la porte à des représailles massives. Le chef des maquis de l'Ain en était d'ailleurs conscient puisqu'il n'informa ses supérieurs hiérarchiques de l'état-major régional qu'au dernier moment, comme pour les mettre devant le fait accompli. Si Romans-Petit est soutenu dans son initiative par Alfred Mallet, chef du directoire régional des MUR, René Greusard en revanche, qui dirige les MUR dans le département de l'Ain, critique une opération qu'il trouve trop risquée, notamment parce qu'elle risque d'exposer la population d'Oyonnax à des représailles. Il n'y en eut cependant aucune dans l'immédiat.

Le défilé a-t-il convaincu Churchill d'augmenter les parachutages ?

Emmanuel d'Astier de la Vigerie expliquera après la guerre dans ses différents témoignages⁽²⁾ qu'après avoir vu des images du défilé d'Oyonnax, Churchill, alors premier ministre britannique, s'était laissé convaincre d'augmenter les parachutages à destination des maquis français en janvier 1944. Souvent reprise, cette affirmation doit être nuancée. Si Churchill prend cette décision, c'est d'abord en raison de considérations militaires plus générales liées à l'évolution du conflit. Les troupes alliées qui ont débarqué en Sicile en juillet 1943 piétinent en Italie et sont ralenties dans leur progression vers le nord du pays. Renforcer les maquis français des Alpes et leur envoyer des armes permet d'allumer un important foyer de guérilla sur les arrières de l'armée allemande du général Kesselring qui tient l'Italie du nord. Par ailleurs, alors que la date du débarquement allié en France se rapproche, la



Troisième page du journal clandestin *Libération Sud* n° 40 du 1^{er} décembre 1943.

Certains clichés du défilé d'Oyonnax ont été publiés dans la presse clandestine de l'époque. Ainsi, *Libération sud* n°40 du 1^{er} décembre 1943 reproduit trois photographies de ce défilé en ayant soin de flouter les visages des maquisards visibles sur la photographie.

Résistance française prend une importance nouvelle aux yeux des Alliés. Augmenter les parachutages d'armes pouvait donc lui permettre de commencer à se préparer pour entrer en action le jour J afin d'affaiblir les Allemands sur leurs arrières au moment de la bataille décisive.

Au regard de ces considérations générales, le défilé d'Oyonnax n'a certainement joué qu'un rôle secondaire dans la décision de Churchill. Mais il est certain que les images des maquisards en armes défilant de façon disciplinée derrière leurs officiers a pu rassurer le premier ministre britannique sur la bonne organisation des maquis français, confirmant ainsi les rapports rédigés depuis le début de l'automne 1943 par les premiers agents du *Special Operations Executive* (SOE) parachutés dans le Jura et les Alpes pour inspecter les premiers maquis qui s'y étaient développés, et contribuer à renforcer la légitimité de la Résistance française.■

(1) *Les Voix de la Liberté*, vol. 4, Paris, La documentation française, 1975, émission du 9 février 1944.

(2) Emmanuel d'Astier de la Vigerie, *Les Dieux et les Hommes, 1943-1944*, Paris, Julliard, 1952. Voir également le passage qu'il consacre à Churchill dans *Les Grands*, Paris Gallimard, 1961.

Les photographies du buste de Marianne à Bourg-en-Bresse

Par Frantz Malassis

Le 11 novembre 1943, un buste de Marianne est scellé par des hommes d'un corps franc sur le piédestal dégarni de la statue d'Edgar Quinet à Bourg-en-Bresse. Plusieurs traces photographiques de ce coup d'éclat de la Résistance, qui affirme par là son attachement à la République, ont été conservées.

Après la défaite de 1940, en zone occupée, une des premières mesures édictées par l'occupant, est l'interdiction de célébrer le 14 juillet 1940. Les nazis souhaitent anéantir toute référence à la Révolution française en s'attaquant à l'un de ses principaux symboles.

Des symboles de la Révolution française et de la République défendus par la Résistance

Le régime de Vichy ne demeure pas en reste. Il escamote la célébration du 14 juillet et remplace la devise républicaine « Liberté, Égalité, Fraternité » par celle de la Révolution nationale : « Travail, Famille, Patrie ». Les bustes de Marianne, symboles trop visibles de la République sont bientôt remplacés dans les mairies par des bustes ou des portraits du maréchal Pétain.

Combattant pour la libération de la France et le rétablissement des libertés républicaines, la Résistance mobilise, dès 1941, cette période fondatrice de la Nation française. Les références aux épisodes marquants de la Révolution française vont être utilisées par la propagande de la Résistance. Les dates du 14 juillet et, dans une moindre mesure, du 20 septembre, anniversaire de la victoire de Valmy⁽¹⁾ servent durant toute l'Occupation à mobiliser l'opinion publique et à faire prendre conscience aux Français des menaces que représentent les nazis et Vichy pour la Nation. On peut aussi citer *La Marseillaise* et les bustes de Marianne.

La Marianne de Bourg-en-Bresse, coup d'éclat d'un corps franc de l'AS

Les manifestations du 11 novembre 1943, qui ont lieu un peu partout en France, mettent l'accent sur l'unité nationale qui a permis la victoire de 1918.

Dans l'Ain, à cette occasion, les monuments aux morts de la Grande Guerre sont honorés de gerbes ce qui n'exclut pas d'autres types de manifestations. Par exemple, à Bourg-en-Bresse des drapeaux alliés sont hissés par un résistant au sommet du clocher de l'église Notre-Dame⁽²⁾.

Dans cette même ville une autre manifestation patriotique, a lieu dans la nuit du 10 au 11 novembre 1943. Malgré les patrouilles allemandes, des hommes d'un corps franc sont parvenus à sceller un buste de Marianne sur le socle de la statue d'Edgar Quinet, récupérée par les Allemands pour les métaux non ferreux. Le piédestal de la statue a été orné d'un drapeau tricolore à croix de

Lorraine et a été recouvert d'une inscription tracée à la peinture : « Vive la IV^e ». Ce coup d'éclat est le fait des frères André et Georges Lévrier et de Paul Chanel⁽³⁾, membres de l'Armée Secrète. Il montre l'attachement viscéral de nombreux résistants à la République et à ses valeurs en même temps que leur désir d'une refondation de celle-ci basée sur la conscience des défaillances de la III^e. Le lieu n'a pas été choisi au hasard : l'historien Edgar Quinet, député de la II^e république, exilé sous le Second Empire, est une grande figure républicaine du département.

Un cliché pris sur le vif à des fins de propagande

On retrouve la trace de ce dernier événement dans deux documents photographiques très dissemblables tant par l'angle de vue que par la composition.

Le premier est une photographie (**photo 1**) en noir et blanc, en plan moyen, assez floue, qui semble avoir été prise sur le vif en vue d'immortaliser ce coup d'éclat de la Résistance à des fins de propagande. Le deuxième (**photo 2**) est un montage à partir d'une photographie prise légèrement en contre-plongée et largement retouchée sur le sujet central (la Marianne, le drapeau et le socle). Sur ce document, on est saisi par la proportion entre le buste et le piédestal qui ne correspond pas aux dimensions des Mariannes que l'on trouve habituellement en mairies et révèle un trucage. Ce montage ne pouvait passer pour une « preuve » de la réalité de l'événement, mais obéissait sans doute à une logique un peu différente : non pas celle du reportage mais celle de la commémoration de cet événement de la Résistance à des fins de propagande.

Roger Lefèvre, alias Pontcarra, ancien résistant et maquisard de l'Ain est l'auteur du cliché pris sur le vif. Son témoignage permet de comprendre les conditions de réalisation mais surtout l'usage initial de ces documents⁽⁴⁾. La veille de ce coup d'éclat, Roger Lefèvre reçoit la visite d'André Lévrier qui l'informe de son projet pour la nuit du 10 au 11 novembre. Roger Lefèvre lui propose de faire partie de l'opération mais l'équipe du corps franc est déjà au complet. André Lévrier lui demande



© Service historique de la Défense, Vincennes/photo Roger Lefèvre



© Service historique de la Défense, Vincennes

alors de venir le 11 novembre au matin pour photographier l'exploit de celle-ci. Le jour dit, un peu avant 8 heures, muni d'un appareil Kodak 6½ X 11, il se rend sur la place. Une vingtaine de badauds sont déjà amassés, « observant le spectacle de deux policiers de la ville, juchés sur le socle où ils sont montés pour tenter de descendre [...] le buste de Marianne, bien fixé semble-t-il sur le socle ! » De guerre lasse, ils partent pour chercher des moyens techniques plus appropriés. Avant qu'ils ne reviennent, Roger Lefèvre s'avance au milieu de la place et prend deux clichés à la hâte. Mais le 11 novembre à cette heure matinale, il fait encore sombre d'où la qualité médiocre des photographies. Après tirage des épreuves, M. Bonenséa, photographe de Bourg-en-Bresse en lien avec la Résistance, estime qu'elles sont indignes de l'événement. Il propose à André Lévrier de réaliser un montage, et d'en tirer plusieurs exemplaires en noir et blanc au format 14 x 17 cm. Ces tirages sont remis « à quelques résistants, en leur demandant de les vendre en sous-main au profit des maquis ».

Ces photographies de la « Marianne de Bourg-en-Bresse » prises le même jour que le défilé d'Oyonnax ne connaîtront pas la même diffusion ni la même notoriété. Plus statiques, ne présentant pas l'action des résistants ni la réaction des habitants suite à leur irruption au grand jour, elles sont moins immédiatement évocatrices des manifestations du 11 novembre 1943. ■

(1) Première victoire de la Révolution en 1792, la bataille de Valmy est présentée comme une défaite décisive de l'armée prussienne qui marchait sur Paris.

(2) Yves Martin, *La Formation des maquis de l'Ain. Décembre 1942-février 1944*, Bourg-en-Bresse, Association Anciens Maquis de l'Ain et du Haut-Jura, 1987, p. 202.

(3) André Lévrier est chef pour l'Armée secrète du secteur de Bourg-en-Bresse. Paul Chanel est responsable des corps francs du secteur de Bourg-en-Bresse et dépend directement d'André Lévrier.

(4) Dans *Itinéraire d'un jeune enseignant entre trois guerres et trois continents* (l'Harmattan, 2004) Roger Lefèvre évoque les événements du 11 novembre 1943 à Bourg-en-Bresse et présente un de ses deux clichés et le photomontage.

Les réactions allemandes aux manifestations du 11 novembre 1943

Par Fabrice Grenard

Les Allemands, qui occupent désormais toute la France depuis l'invasion de la zone Sud en novembre 1942 et la fin de la zone d'occupation italienne en septembre 1943, ne restent pas sans réagir face aux manifestations du 11 novembre 1943 qui ont eu lieu un peu partout sur le territoire. Le 11 novembre constitue même un tournant important de la répression allemande, qui se radicalise en zone Sud, où les manifestations ont été les plus nombreuses et les plus spectaculaires.

Radicalisation de la répression

À Grenoble, outre les arrestations opérées le jour même de la manifestation, le 11 novembre ouvre une période de répression féroce au cours des semaines suivantes, avec l'exécution de plusieurs grandes figures de la résistance iséroise. Lors de ce que l'on appelle la « Saint-Barthélémy grenobloise », onze des chefs de la résistance locale sont assassinés, huit sont déportés et n'en reviendront pas.

Le défilé à visage découvert de maquisards en armes et en uniforme dans certaines communes semble conduire les Allemands à prendre davantage en compte le danger que représente pour la sécurité de leurs troupes la montée en puissance du maquis dans certaines régions. Dans plusieurs départements, dans les jours qui suivent cet anniversaire de l'armistice de 1918, ont lieu les premiers drames impliquant des unités allemandes. Les opérations sont alors essentiellement policières. Elles mobilisent des sections de *Feldgendarmes*, des unités spécialisées (agents de la *Sipo-Sd* principalement) mais n'engagent pas encore les unités proprement militaires de la *Wehrmacht*, comme ce sera le cas à partir de février-mars 1944.

En Haute-Savoie, la première opération anti-maquis conduite par les Allemands a lieu le 13 novembre, soit deux jours après que des maquisards des camps du Môle soient descendus dans la vallée pour participer à un rassemblement devant le monument aux morts de Saint-Jeoire. Guidés par un jeune résistant qu'ils ont arrêté et qui a révélé sous la torture l'emplacement du maquis, une cinquantaine de policiers allemands, venus de Cluses et appartenant au 28^e régiment de police « *Todt* », montent jusqu'aux chalets du mont de Chounaz, qu'ils encerclent. Une fusillade éclate, faisant un mort de 20 ans et trois blessés dans les rangs des maquisards. Avant de quitter les lieux, les Allemands incendient deux chalets ayant hébergé des réfractaires⁽¹⁾.

En Corrèze, à la suite du défilé du maquis AS de La Besse dans le bourg de Sainte-Féréole le 11 novembre, une compagnie de police allemande pénètre dans la commune quatre jours plus tard, le 15 novembre, et attaque un groupe de maquisards dans les fermes de La Besse et du Treuil. Dix-huit maquisards sont sommairement exécutés d'une balle dans la tête. Les deux fermes qui leur servaient de refuge sont dynamitées et incendiées. Ce premier massacre dont l'armée d'occupation se rend coupable dans la région déclenche une forte émotion au sein de la population. Le 17 novembre, jour des obsèques, 2 000 personnes se rassemblent pour rendre



Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Ain à Nantua

Opération Caporal.

Première opération militaire allemande d'envergure contre les maquis, l'opération Caporal dans l'Ain s'accompagne de nombreuses exactions. Le 5 février 1944 au Petit-Abergement, les Allemands incendient plusieurs bâtiments dont l'hôtel de la famille Berne.

hommage aux maquisards tombés sous les balles allemandes, dont les cercueils sont recouverts de gerbes de fleurs et de rubans tricolores⁽²⁾. Ainsi, la répression allemande, dont l'objectif consistait à terroriser la population, semble avoir l'effet inverse de celui escompté, puisqu'il ne fragilise pas le soutien à la Résistance.

Le maquis de l'Ain, une cible prioritaire

Le défilé le plus spectaculaire, celui mis en scène par Romans-Petit à Oyonnax, fait également réagir l'occupant, même si cette réaction est un peu plus tardive. Survenant quelques jours après une opération de la Résistance menée dans la ville contre un couple de collaborateurs, la rafle pratiquée à Nantua le 14 décembre 1943 conduit à l'arrestation de 150 personnes, dont 91 seront déportées. L'élément déclencheur n'est pas l'opération menée par Romans-Petit un mois plus tôt. Mais plusieurs personnalités soupçonnées d'avoir été les complices du défilé du 11 novembre sont également arrêtées, puis exécutées, notamment l'ancien maire d'Oyonnax Paul Maréchal et son adjoint Auguste Sonthonnax.

Ces représailles s'inscrivent donc bien, elles, dans une volonté de l'occupant de ne pas laisser impuni le coup de force des maquis de l'Ain à Oyonnax.

À partir de février 1944 – soit quelques mois après les événements de novembre 1943 et à la suite d'un décret adopté à Berlin pour renforcer la « lutte contre les bandes » en France – des unités de la *Wehrmacht* sont mobilisées pour mener de véritables opérations militaires contre les maquis. Ce n'est certainement pas un hasard si le département de l'Ain, où le défilé d'Oyonnax avait montré la force du maquis local, fut la première cible de ces opérations allemandes au cours de l'hiver 1944, avec l'opération Caporal (*Korporal*) menée du 5 au 13 février⁽³⁾. ■

(1) Pierre Mouthon, *Résistance, Occupation, Collaboration, 1940-1945*, Épinal, éd. du Sapin d'Or, 1993, pp. 149-150.

(2) Gilbert Beaubatie, « À la recherche du maquis corrézien », in *Actes des colloques Vivre au maquis & l'épuration dans la région R5, (Berry, Limousin, Périgord) 1943-1945*, Châteaureux, CREDI éditions, 2017, p. 70.

(3) Peter Lieb, « Répression et massacres. L'occupant allemand face à la résistance française, 1943-1944 », in Eismann Gaël, Martens Stefan (dir.), *Occupation et répression militaire allemandes, 1939-1945. La politique de « maintien de l'ordre » en Europe occupée*, Paris, Autrement, 2007.

Le 80^e anniversaire de la réunion constitutive du CNR : événements et ressources de la Fondation de la Résistance

À l'occasion de la commémoration des 80 ans de la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR), le 27 mai 1943 à Paris, et de l'arrestation de Jean Moulin, le 21 juin 1943 à Caluire, la Fondation de la Résistance a proposé une série d'initiatives à visées pédagogiques, scientifiques et mémorielles. Elle a également contribué à la production de ressources pour le monde enseignant.

Deux expositions sur le CNR

Une exposition photographique (huit panneaux) présentant l'histoire de la création du CNR, accrochée en mars dernier, sera visible jusqu'à la fin septembre sur les façades de notre fondation au 30 boulevard des Invalides à Paris. Première exposition de ce type réalisée par la Fondation de la Résistance, elle vient marquer une autre date symbolique, celle des 30 ans de sa création. Cette exposition renvoie par des QR codes à des ressources élaborées par celle-ci : numéros de notre revue sur le CNR et Jean Moulin, expositions virtuelles du Musée de la Résistance en ligne, parcours de certains membres du CNR. Les visiteurs peuvent également s'informer sur les activités de la Fondation grâce au renvoi vers notre site internet et nos réseaux sociaux.

L'exposition itinérante « Le Conseil national de la Résistance » (14 panneaux) a été conçue et réalisée par la Fondation de la Résistance, avec le concours de nombreux partenaires que sont les musées, les centres d'archives, les bibliothèques, les fondations et les familles de résistants qui ont été sollicités pour obtenir des illustrations et documents variés. Elle a été inaugurée le 26 mai au lycée Molière à Paris en présence de Thierry Laurent, directeur de cabinet de Patricia Miralles, secrétaire d'État auprès du ministre des Armées, chargée des Anciens combattants et de la Mémoire. Cette exposition à vocation pédagogique peut être exposée dans les établissements scolaires mais aussi dans tous les lieux susceptibles de l'accueillir (musées, établissements culturels, centres d'archives et médiathèques).

Colloques et journées d'études

Co-organisée avec le Musée départemental de la Résistance et de la Déportation de Haute-Garonne, une première journée d'études s'est tenue le 7 juin à Toulouse sur le thème « La Résistance, une éthique en action : réunir le CNR ». Elle a rassemblé une centaine de personnes sur la journée, dont beaucoup d'enseignants. De nombreux intervenants et intervenantes (Claire Andrieu, Raphaëlle Bellon, Julien Blanc, Laurent Douzou, Fabrice Grenard, Jean-Marie Guillon, Thomas Fontaine, Bruno Leroux, Elérika Leroy, Frantz Malassis, Jean-Jacques Mirassou, Steffen Prauser et Cécile Vast) ont proposé des communications permettant d'aborder les thématiques suivantes : « Singulières résistances » ; « Quelles valeurs pour la Résistance ? » ; « Réunir le CNR et animer les débats » ; « Mises en perspective et usages du CNR ».

Raphaëlle Bellon (responsable des activités pédagogiques), Fabrice Grenard (directeur historique) et Frantz Malassis (directeur du département documentation et publications)



Présentation de l'exposition « Le Conseil national de la Résistance » par Fabrice Grenard et Raphaëlle Bellon lors de son inauguration au lycée Molière à Paris.

sont intervenus à nouveau sur le CNR à Cahors le 21 juin. À Cahors comme à Toulouse, la Fondation a présenté l'exposition réalisée sur cette thématique.

Enfin, moment important de ce cycle, la Fondation de la Résistance organise le 21 septembre à l'Assemblée nationale un colloque international sur le Conseil national de la Résistance. Ce colloque sera l'occasion de remettre sa création le 27 mai 1943 et l'adoption de son programme en mars 1944 dans une perspective nationale et internationale. Il mettra en exergue la spécificité du CNR qui a permis d'unir l'ensemble de la Résistance française et de la placer sous une seule autorité, celle du général de Gaulle. Cela n'a pas d'équivalent en Europe même si des initiatives semblables ont pu être développées, notamment en Italie et en Tchécoslovaquie, sans parvenir toutefois à créer le même consensus qu'en France. Interviendront notamment lors de ce colloque Claire Andrieu (professeur émérite à Sciences Po), Michel Margairaz (professeur émérite à Paris-I Sorbonne), Jean-Marie Pernot (chercheur associé à l'Institut d'études économiques et sociales), Danielle Tartakowsky (professeur émérite à Paris VIII), Sylvie Zaidmann (directrice du Musée de la Libération de Paris-Musée du général Leclerc-Musée Jean Moulin), Giovanni Forcadi (professeur à l'université de Padoue), Paul Lenormand (maître de conférences à l'université de Nanterre), Noël Whiteside (professeur à l'université de Warwick), Jean-Noël Jeanneney (professeur émérite à Sciences Po, ancien ministre).

Ateliers en milieu scolaire et conférences

Raphaëlle Bellon a réalisé deux ateliers autour du parcours de Jean Moulin, à partir d'archives, au lycée de l'Emperi à Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône) et au collège Louis Pasteur de Villemomble (Seine-Saint-Denis). Fabrice Grenard est également intervenu avec Sylvie Zaidman (directrice du Musée de la Libération de Paris-Musée du général Leclerc-Musée Jean Moulin) devant des élèves lors d'une

« master classe » sur Jean Moulin, organisée par les académies de Paris, Créteil, Versailles.

Fabrice Grenard a, par ailleurs, proposé le 25 mai une conférence consacrée à la trajectoire de Jean Moulin à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie), où le premier président du Conseil national de la Résistance avait exercé comme sous-préfet en 1933 et le 15 juin une autre conférence à Périgueux intitulée « La création du Conseil national de la Résistance dans son contexte géopolitique et national ».

Laurent Thierry est intervenu le 2 juin au musée d'Utah Beach à Sainte-Marie-du-Mont sur l'année 1943.

Publications et ressources

Le numéro 112 de *La Lettre de la Fondation* a été consacré à Jean Moulin. Conçu pour s'adresser également à un public d'élèves, il a été exceptionnellement adressé à plus de 14000 établissements scolaires du secondaire. L'objectif, en cette année anniversaire, était de proposer au monde scolaire des ressources pour pouvoir mieux connaître le parcours de Jean Moulin, et l'aborder de manière historique.

Par ailleurs, en partenariat avec l'Institut National de l'Audiovisuel (INA), Raphaëlle Bellon et Fabrice Grenard ont rédigé une piste pédagogique autour du CNR et de son programme, directement utilisable en classe. Un entretien avec Fabrice Grenard a également été réalisé par Canopé, dans le cadre de la production de ressources autour du CNR.

Cérémonies à Paris

Le 27 mai dernier, la Fondation de la Résistance a commémoré le 80^e anniversaire de la séance constitutive du Conseil national de la Résistance. Après un temps de recueillement au monument Jean Moulin, situé en bas des Champs-Élysées, le président Gilles Pierre Levy s'est rendu sous l'Arc de Triomphe pour présider la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du Soldat inconnu. ●

FG

À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture.

André Bollier « Vélin ».
Artisan héroïque des journaux clandestins (1920-1944).

Vianney Bollier
Paris, édition du Félin,
coll. Résistance Liberté-Mémoire,
2023, 224 p., 22 €.

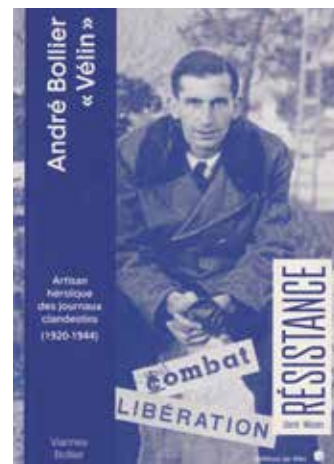
L'importance de la presse clandestine, les enjeux politiques et stratégiques que portent le contrôle de l'information en période de guerre et d'occupation sont longtemps restés les parents pauvres de l'historiographie de la Résistance. Les actions de sabotage et la lutte armée ont longtemps occulté l'action clandestine de propagande et de diffusion de journaux. S'il n'est pas le premier, l'ouvrage de Vianney Bollier sur le parcours d'un des principaux acteurs de cette entreprise apporte un témoignage précieux sur cette thématique forte de sens.

Le parcours d'André Bollier, son engagement jusqu'à son sacrifice suprême, nous plonge au cœur de cette profonde nécessité qu'a été le contrôle de l'information sous l'occupation nazie et la collaboration du régime de Vichy. À l'heure où la presse officielle était soumise à une censure stricte et ne parlait que d'une seule voix, il était fondamental pour la Résistance de proposer à la

population un contre-discours. Il en allait, d'une part, de la crédibilité de ses dirigeants et en premier lieu du général de Gaulle dans sa quête de légitimité à l'égard des Alliés après les ralliements des mouvements de Résistance à partir du second semestre 1942. Il s'agissait, d'autre part, après l'effondrement moral de la défaite, de convaincre la population de la nécessité de reprendre la lutte aux côtés des Alliés pour remporter la victoire finale et de maintenir son moral en attendant la délivrance. C'est à la fin de l'année 1941 qu'André Bollier fait ses premières armes dans cette mission si importante pour la Résistance. Entré au Mouvement de Libération nationale, il est rapidement chargé du développement de la diffusion du journal clandestin *Vérités*. Par son récit très détaillé, Vianney Bollier nous permet d'approcher toutes les contraintes liées à la production d'un journal de la Résistance : collecte d'informations dans un contexte de contrôle de celle-ci et rédaction des articles, approvisionnement en papier malgré le rationnement et les contrôles de destination, impression, stockage et distribution ; autant d'activités qui exposent à la répression.

On mesure toute la chaîne de complicités mobilisée et souvent avec une parfaite connaissance des risques encourus. Engagée à Lyon, alors que les Allemands n'occupent pas encore la cité, sa mission est une première expérience cruciale dans un contexte de répression alors spécifiquement vichyste. La région lyonnaise va, en effet, rapidement devenir un centre névralgique de l'impression clandestine et certaines productions régionales, pourtant éloignées, y seront transférées comme par exemple le journal *Voix du Nord* distribué dans le Nord-Pas-de-Calais ou encore *Défense de la France*.

Le récit de Vianney Bollier sur son père plonge le lecteur dans ce qui incarne l'essence même de ce que fut la Résistance : comment elle put se construire et se régénérer sans cesse malgré les coups portés par la répression. Les liens tissés dans la sphère sociale dans laquelle évoluaient les individus jouent ici beaucoup. Certes il s'agit ici d'une frange haute de la société (officiers, journalistes, industriels, etc.) mais les ressorts sont les mêmes : ceux du refus de la défaite, de l'engagement pour la démocratie et pour la liberté malgré les risques et quelles qu'en soient les conséquences.



C'est ainsi qu'André Bollier, le polytechnicien, est rapidement chargé par Henri Frenay, primo résistant, de diriger l'impression et la diffusion du grand journal de la Résistance et du mouvement éponyme, *Combat*. Le caractère exceptionnel de son action dans la Résistance lui vaudra d'être reconnu Compagnon de la Libération. L'énergie déployée pour remplir sa mission impressionne tout comme les chiffres de production des journaux clandestins ; l'historien regrettera toutefois que les sources ne soient pas plus clairement référencées pour reprendre ces statistiques. Un livre nécessaire donc qui participe à mettre en exergue l'importance de la presse clandestine résistante et ses enjeux pour l'après-guerre. ●

Laurent Thiery

La campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation

En 2000, la Fondation de la Résistance a lancé une campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (Archives de France) et le ministère des Armées (direction de la Mémoire, de la Culture et des Archives).

Grâce au travail de la « commission archives », les détenteurs éventuels sont sensibilisés à cette question par diverses actions : la diffusion sous formats papier et numérique du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et de la Déportation*, l'organisation de réunions départementales et la présentation de l'exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation ».

À la suite de ce travail de communication, plusieurs centaines de particuliers et des dizaines d'associations ont d'ores et déjà donné leurs fonds à des centres publics d'archives (Archives nationales, Service historique de la Défense, Archives départementales...), où ils sont désormais conservés de façon pérenne.

Fin 2022, la « commission archives » a été contacté par plusieurs familles préoccupées par la



conservation de leurs archives. Elle a répondu à leurs questions et, en fonction de la nature de leur fonds, les a orientés vers le centre d'archives le plus pertinent.

Les archives personnelles de Jacques Lusseyran (1924-1971) et de Jacqueline Pardon (1921-2009), reflètent le parcours de deux jeunes responsables de la résistance parisienne qui se développe dans les milieux lycéens et étudiants. Étudiante en philosophie à l'université de la Sorbonne, **Jacqueline Pardon**

devient très tôt membre du mouvement Défense de la France (DF). Elle assure notamment le secrétariat général du journal *Défense de la France*, dont le premier numéro est imprimé dans les caves de la Sorbonne en août 1941. Aveugle depuis l'âge de 8 ans, **Jacques Lusseyran** refuse très tôt la défaite et l'occupation allemande. En mai 1941, alors élève au lycée Louis-le-Grand à Paris, il participe à la création du mouvement Les Volontaires de la Liberté où il est très actif. Début 1943, après sa rencontre

L'activité des Amis de la Fondation de la Résistance à Paris et en province

Durant le semestre écoulé, l'association des Amis de la Fondation de la Résistance a poursuivi ses activités culturelles et mémorielles à Paris et en province.



François-Xavier Mattéoli (à gauche) et Maurice Bleicher (à droite) déposent une gerbe aux pieds de la statue de Georges Watkin.

La cérémonie à la mémoire des étudiants résistants à Paris

Comme chaque printemps, l'association des Amis de la Fondation de la Résistance a été fidèle à la mémoire des étudiants résistants morts pour la France en organisant, avec le Sénat, un hommage à leur engagement. Le 16 mai, dans les jardins du Luxembourg, cette cérémonie s'est déroulée en présence de Gérard Larcher, président du Sénat, de Christophe Kerrero, recteur de l'Académie de Paris et chancelier des universités, d'Odile de Vasselot, résistante, de personnalités du monde associatif issu de la Résistance et de la Déportation et d'un très large public.

Des élèves portaient des drapeaux d'associations remis à la Fondation de la Résistance lors de leur dissolution : Association nationale des résistants de 1940, Confédération nationale des Combattants Volontaires de la Résistance, Association des Aveugles de la Résistance et Association du réseau Alliance.

Au début de la cérémonie, François-Xavier Mattéoli et Maurice Bleicher, respectivement président et vice-président de l'association des Amis, ont déposé une gerbe aux pieds de la statue de Georges Watkin.

Encadrés par leurs professeurs, les élèves des collèges Antoine Coysevox, Claude Chappe, Gabriel Fauré et du lycée Voltaire ont ensuite rendu hommage à la jeunesse résistante en récitant des poèmes de résistants et en interprétant remarquablement le *Chant des partisans*, le *Chant des marais* et *La Marseillaise*.

Concluant cette belle cérémonie, dans leurs allocutions, le recteur Christophe Kerrero et le président Gérard Larcher ont appelé les élèves présents à faire vivre la flamme de la Résistance et à devenir les relais de la mémoire indispensables alors que les derniers témoins disparaissent.

Une conférence à deux voix sur les francs-tireurs de 1870 et les maquisards de 1944

Dans le cadre de notre cycle de conférences-dédicaces, nous avons eu le plaisir d'accueillir le 3 avril le colonel Armel Dirou, docteur en histoire, spécialiste des francs-tireurs de la guerre de 1870 et auteur de l'ouvrage *La guérilla en 1870* et Fabrice Grenard, directeur historique de la Fondation de la Résistance, spécialiste de l'histoire des maquis, auteur de nombreux ouvrages, dont le dernier, *Ils ont pris le maquis*.

Souhaitant organiser une rencontre innovante, nous leur avons demandé de nous présenter une approche comparée entre le phénomène de la résistance durant deux périodes, la guerre de 1870 et la Seconde Guerre mondiale.

Cette conférence passionnante a éclairé les auditeurs sur les contextes historiques qui ont permis l'apparition de ces phénomènes de résistance.

Les intervenants ont présenté les modes d'action des francs-tireurs et maquisards, leurs relations avec le pouvoir politique, avec l'armée régulière et avec la population mais aussi les formes de répression auxquels ils ont été confrontés.



De gauche à droite, Maurice Bleicher, Fabrice Grenard et le colonel Armel Dirou.

Ils ont enfin tiré un bilan de leur action et se sont interrogé sur ce qui demeure aujourd'hui de leur engagement dans la mémoire nationale.

Une conférence dans le Morbihan

Le 6 mai, à l'occasion de la 4^e édition de la manifestation « Assaut sur le Bêgo » organisée à Plouharnel (Morbihan), Patricia Arzel-Mazet, déléguée de MER dans ce département, a prononcé une conférence intitulée « Femmes dans la résistance, engagements et combats ».

Alors que les recherches sur ce sujet existent depuis quelques décennies et que la matière est riche, elle demeure toutefois peu connue du grand public. Patricia Arzel-Mazet a mis en valeur les particularités de l'engagement des femmes en s'appuyant notamment sur des exemples concrets et sur l'historio-

graphie récente qui a contribué à réévaluer la part des femmes dans le phénomène résistant. Pour cela, il est nécessaire de s'intéresser davantage à la quotidienneté des résistants et aux complicités indispensables pour permettre à la Résistance de développer ses actions et d'étendre son audience.



Vincent Audren (à gauche) et Jacky Charbonnier.

Transmission de la mémoire en Indre-et-Loire

Délégué en Indre-et-Loire, Vincent Audren, s'est engagé, en partenariat avec la base aérienne de Tours, dans un projet visant à la réalisation d'un documentaire dédié aux événements du 9 août 1944. Ce jour-là, 26 résistants torturés par la *Gestapo* française et allemande furent exécutés à la base aérienne et jetés dans deux trous d'obus.

Les jeunes qui effectuent leur Journée Défense et Citoyenneté au sein de la base visionneront ce film devant le monument dédié à la mémoire de ces résistants situé à l'entrée de la base.

Dans le cadre de ce projet, notre association a contacté différentes communes dont ces résistants étaient originaires. Parmi eux, le nom du capitaine FFI André Varvoux, victime du 9 août, ne figurait pas sur le monument aux morts de sa commune natale d'Orbigny. Le maire, Jacky Charbonnier, s'est attaché à réparer cette situation et à honorer ce natif en dévoilant le 8 mai une plaque à son nom. ●

Maurice Bleicher

Adhésion :

Cotisation minimum 30 €

Association des Amis de la Fondation de la Résistance – Mémoire et Espoirs de la Résistance

Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex – 75015 Paris

Courriel : contact@memoresist.org

site internet : www.memoresist.org

Page Facebook :

[www.facebook.com/ Memoresistance](https://www.facebook.com/Memoresistance)

Tél. : 01 45 66 92 32



Cérémonie au Normandy French Résistance Monument

Le 3 juin dernier, la Fondation a co-organisé avec la commune de Sainte-Marie-du-Mont (Manche) une cérémonie autour du *Normandy French Resistance Monument*. À cette occasion, la Fondation de la Résistance était représentée par son directeur général le préfet Jean-Francis Treffel qui a prononcé une allocution (notre photo) avant de déposer une gerbe devant ce monument. De nombreux élus, un public important et un détachement des forces spéciales américaines assistaient à cette cérémonie.

Offert par des Américains, ce monument installé non loin de la plage du débarquement d'*Utah Beach* témoigne de la participation des résistants français à la préparation du débarquement de Normandie et de leur importance dans la Libération de la France. Il rappelle également le rôle des équipes de l'opération *Jedburgh* dans le succès du Débarquement. Ces équipes interalliées, constituées d'officiers du SOE britannique, de l'OSS américain et du BCRA de la France libre, sont considérées comme les précurseurs des forces spéciales contemporaines.

Après son inauguration en 2021, sollicité par son maire Charles de Vallavielle, la Fondation a accepté d'accompagner la commune de Sainte-Marie-du-Mont dans des actions de médiation et de valorisation de ce monument en signant une convention de partenariat. C'est la raison pour laquelle le 2 juin au musée du débarquement de *Utah Beach* Laurent Thierry a donné une conférence portant sur l'année 1943. ●

FM

Nomination au conseil d'administration et arrivées dans l'équipe de la Fondation de la Résistance



Jean-Yves Daniel



Laurent Thierry



Adeline Divay

Gilles Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance, a accueilli au conseil d'administration **Jean-Yves Daniel**, normand, vice-président de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, doyen honoraire de l'inspection générale de l'Éducation nationale, comme administrateur. L'historien **Laurent Thierry** et **Adeline Divay** ont, quant à eux, rejoint l'équipe de la Fondation de la Résistance occupant respectivement les fonctions de chargé de recherches et de chargée de projets numériques.

L'exposition « Déportées à Ravensbrück, 1942-1945 »

Pendant l'Occupation, 9000 femmes sont déportées de France du fait de leur opposition au régime nazi. Environ 7000 d'entre elles sont transférées au camp de concentration de Ravensbrück, principalement réservé aux femmes. Le Mémorial de Ravensbrück a réalisé en 2022 une exposition consacrée à ces déportées. En écho, les Archives nationales ont présenté du 3 février au 16 juin 2023, à Pierrefitte-sur-Seine, le parcours de 16 femmes à travers une cinquantaine de documents et objets issus de leurs fonds, pour la plupart inédits. Sont notamment présentés des dossiers judiciaires de répression, des billets clandestins écrits en prison ou jetés du train de déportation, des dessins et carnets produits au camp, des objets de la vie quotidienne à Ravensbrück, ou encore de la correspondance d'après-guerre témoignant des liens amicaux noués en déportation. Les archives présentées retracent ainsi l'engagement, l'internement en France avant la déportation, le quotidien au camp, puis le retour des rescapées et leur combat pour la mémoire.

Consciente de l'intérêt historique et pédagogique de cette exposition, la Fondation de la Résistance a proposé son expérience logistique aux Archives nationales pour que cette exposition initiale puisse être transformée en une exposition itinérante sur panneaux, qui pourrait être empruntée par les établissements scolaires et les institutions culturelles. ●



Suite de la rubrique La campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation de la page 6 ►►

avec Philippe Viannay, co-fondateur du mouvement Défense de la France, Jacques Lusseyran décide de mettre les Volontaires de la Liberté au service de la diffusion du journal *Défense de la France*. Il est arrêté le 20 juillet 1943 en même temps que sa future épouse Jacqueline Pardon et quatre-vingt membres de DF. Jacqueline Pardon est libérée en décembre 1943. Peu avant la Libération, elle devient l'ajointe de Claude Monod, membre de DF à qui les FFI confient le commandement de la région D (Bourgogne et Franche-Comté).

Incarcé à Fresnes puis au camp de Compiègne-Royallieu, Jacques Lusseyran est, quant à lui, déporté au camp de concentration de Buchenwald le 20 janvier 1944 où il rejoint le *Block* des invalides. Le 18 avril 1945, il est rapatrié par Philippe Viannay venu à Buchenwald secourir des membres de son

mouvement. Composé notamment d'un mot jeté depuis le convoi de déportation, de courriers de Jacques Lusseyran adressés à ses parents depuis Buchenwald, de photographies, de faux papiers et de lettres de Jacqueline Pardon écrites à sa famille depuis la prison de Fresnes, ce fonds d'archives proposé par leur fille Claire Lusseyran, a été remis aux Archives nationales. Il viendra en résonance avec les archives du mouvement et de l'association Défense de la France et de l'association de l'Union des aveugles de la Résistance dont Jacques Lusseyran a été président.



Les archives de Francine Kyriazidis (1911-2005) évoquent le parcours de cette résistante, membre du réseau Béarn et du mouvement Résistance.

Elles se composent d'attestations et de certificats d'appartenance à la Résistance, d'un diplôme de la médaille de la Résistance française, de cartes officielles, de cartes associatives (association « Résistance » cf. photo) et du témoignage dactylographié d'octobre 1945 de Roger Fayard, chef des groupes paramilitaires « Résistance » de la région de Paris (83 p.). Ce fonds d'archives destiné aux Archives nationales a été offert par son fils Pierre Kyriazidis. ●

FM